

ADC-*IKIBIRI*

Alliance des Démocrates pour le Changement au Burundi

Conférence de presse de la Coalition ADC-*IKIBIRI* du 24 Mars 2011 sur le rôle et la place des institutions issues des élections truquées dans la stabilisation du pays et la lutte contre l'impunité des crimes économiques

Mesdames, Messieurs, les journalistes

Depuis le hold up électoral du 24 Mai 2010, la Coalition ADC-*IKIBIRI* n'a cessé de dénoncer la présence d'une organisation mafieuse dans les sphères de décision de l'Etat qui, au nom de l'Etat burundais et sous la parapluie du parti CNDD-FDD, a déjà orchestré beaucoup de crimes économiques, des assassinats, des arrestations et des jugements arbitraires, des emprisonnements abusifs à l'endroit d'honnêtes citoyens qui prennent la responsabilité de mettre à les crimes dont cette organisation s'est rendue coupable.

*Dans une conférence de presse animée par la Coalition ADC-*IKIBIRI* le 24 Février 2011 sous le thème : « 9 mois après les élections truquées du 24 Mai 2010 », la Coalition avait démontré que malgré les engagements signés par les membres du gouvernement du régime en place après six mois de tâtonnement , la reconduction d'une équipe gouvernementale dont certains membres sont impliqués dans des scandales politico-financiers ne pouvait pas rassurer le Peuple Burundais et la communauté internationale ;*

Que si le Chef du Gouvernement avait tenu promesse, l'équipe gouvernementale allait être remerciée soit pour incompétence, soit pour la mauvaise gestion ou l'inertie souvent dénoncées à travers beaucoup de rapports sur la Gouvernance de l'Etat burundais ;

Que le régime en place à Bujumbura, venait encore une fois de tenir des promesses qui ne seront pas exécutées par des institutions dont certains ténors sont devenus plus corrompus et même plus puissants que l'Etat du Burundi ;

Que le Burundi s'est enfoncé dans un système basé principalement sur des pratiques de corruption, tellement profondes et graves, que le pays est classé actuellement parmi les 10 premiers pays les plus corrompus et les trois premiers pays les plus pauvres du monde.

Que malgré la déclaration d'intention de la tolérance zéro du Président NKURUNZIZA contre les corrupteurs et les corrompus, ces pratiques continuent à défier le peuple burundais et la communauté internationale en perfectionnant tranquillement et impunément leurs forfaits ;

Que la politique de tolérance zéro prônée par le Président NKURUNZIZA restera lettre morte, s'il n'assume pas ses responsabilités en se débarrassant de certains de ses proches collaborateurs impliqués dans cette mafia.

La Coalition ADC-IKIBIRI avait terminé en faisant appel à toutes les forces politiques, sociales et morales de prendre conscience du malaise politique, social économique qui s'installe dans le pays et exiger du Président NKURUNZIZA sa disponibilité et son engagement ferme pour arrêter cette descente aux enfers avant qu'il ne soit trop tard.

La Coalition ADC-IKIBIRI avait demandé à la communauté internationale de rester toujours vigilante et contraindre le régime en place d'entamer un dialogue direct, franc et sincère avec les différents protagonistes et d'autres acteurs de la société burundaise sur des questions sensibles notamment la sécurité, la corruption et les malversations économiques, le bradage du patrimoine national, la démocratie et la bonne gouvernance, la séparation effective des pouvoirs et les droits de l'homme.

Lors la dernière conférence de presse animée par la Coalition ADC-IKIBIRI sur l'ampleur de ces pratiques de corruption, de détournement des deniers publics et des malversations économiques et financières dans notre pays, nous avons indiqué:

Que le hold up électoral du 24 mai 2010 signifiait ni moins ni plus, l'aboutissement tragique du refus de la démocratie et le dénigrement du peuple burundais ;

Que les institutions issues de cette mascarade électorale venaient de faire 6 mois de tâtonnement, de mauvaise gestion, de promesses vaines, d'introduction des réformes mal pensées surtout dans les différents secteurs sensibles de la vie nationale ;

Que l'opinion nationale et internationale restait sur sa soif concernant les gros dossiers comme Falcon 50, Interpetrol, SOSUMO, dette de l'Ouganda envers le Burundi, contrats d'exploitation minière, marché illégal de 600 milliards de FBU, dossier REGIDESO, assassinat de Ernest MANIRUMVA etc...

Que la population burundaise et la communauté internationale sont témoins de l'incohérence notoire au sein de l'équipe dirigeante du régime actuel et au Parti CNDD-FDD sur la gestion de ces dossiers ;

Que des faits et gestes prouvent à suffisance qu'au sein des institutions de l'Etat et du parti CNDD-FDD, ces corrompus -corrupteurs se constituent en une mafia, se renforcent et se consolident et dominent l'Etat.

Que la Coalition ADC-IKIBIRI trouve normal la situation actuelle car, les élections truquées ne pouvaient engendrer que des institutions sans vision, sans ligne directrice, constitué d'hommes et de femmes opportunistes d'où des contradictions quasi permanentes dans la gestion des affaires de l'Etat.

Bien que le Président NKURUNZIZA ait lancé le mot d'ordre de tolérance Zéro ; qu'existeraient des institutions en charges de lutte contre la corruption et les malversations économiques, force est de constater que les caisses de l'Etat

continuent à être dilapidées, le patrimoine national bradé, les ressources naturelles exploitées à vil prix et tout cela au profit d'une poignée de gens couvertes par l'impunité et dénoncées de tous les coins.

Que pour toutes ces raisons, la Coalition ADC-**IKIBIRI** a préféré ne pas cautionner ce hold up électoral et ses multiples conséquences sur la vie du pays dont notamment :

Le détournement, par certains membres du gouvernement et autres dignitaires de l'Etat des fonds accordés au Burundi pour relever son économie déjà à plat. Ce qui réduit l'aide budgétaire demandée par le gouvernement à 20% comme l'a confirmée le Deuxième Vice-Président de la République, Monsieur Gervais RUFYIKIRI à NGOZI et à Mwaro en sachant que le budget de l'Etat du Burundi est financé de l'extérieur à concurrence de 54% et que les services généraux et sociaux engloutissent à eux seuls 90% du budget contre 10% dans le secteur productif.

Pour faire fonctionner l'Etat, les hautes autorités de ce pays, jouent sur l'augmentation des impôts et des taxes et extorquer ainsi du petit contribuable déjà exsangue la substance financière au profit des grands corrompus de la République. Le carburant monte de prix trois fois les deux mois et en conséquence toutes les denrées alimentaires et les services de base suivent le même rythme.

Nous allons avoir d'un côté un petit groupe de grands richards qui se prennent pour des seigneurs de notre pays et de l'autre côté, un peuple aliéné, infantilisé qui continuera à croupir dans une misère indescriptible. Les rangs des jeunes chômeurs diplômés vont continuer à se gonfler, ce qui constitue un danger réel pour l'avenir de notre pays.

Dans toutes ces conférences de presse, la Coalition ADC-**IKIBIRI** n'a cessé d'interpeller les institutions en place et alerter la communauté internationale sur les risques de dérapage du processus de paix et de réconciliation en cours au Burundi.

Que constatons-nous aujourd'hui ?

Le Président Peter NKURUNZIZA et son gouvernement sont paralysés et impuissants face à l'ampleur des pratiques de corruption, de détournement des deniers publics, des marchés illégaux, des malversations économiques et financières. Nous nous trouvons au stade où un ministre décide seul, en dehors du gouvernement et du parlement, sur l'utilisation du budget de l'Etat (cas des 15 milliards de FBU que le gouvernement Ougandais venait de rembourser au gouvernement burundais) ou la fixation des taxes et des impôts en violation de la constitution et d'autres lois en vigueur et en la matière(cas des documents de voyage dont les prix ont été revus en hausse par le ministre de la sécurité publique malgré l'opposition du parlement sur cette matière). On en déduit que le sommet de l'Etat devient de plus en plus faible face à la clique des super puissants corrompus-corrupteurs. Le gouvernement n'est donc plus en mesure de remplir ses missions constitutionnelles.

L'Assemblée Nationale et le Sénat sont devenus complices et une caisse de résonance de ce groupe de maffia en manifestant une incapacité notoire à contrôler l'action gouvernementale en matière de corruption, de détournement des deniers publics, des marchés illégaux et des malversations économiques et financières. C'est scandaleux lorsqu'on entend un parlement oser soutenir publiquement la clique des corrompus-corrupteurs sur le limogeage et la traduction en justice de l'Honorable Manassé NZOBONIMPA sur ses récentes révélations. Un parlement issu des élections truquées ne peut se comporter que de cette manière. Pourtant, des écrits entre l'ex-Ministre de l'éducation, monsieur Saidi KIBEYA et la Ministre des Finances, madame Clotilde NIRAGIRA sur le détournement des fonds remboursés le gouvernement Ougandais existent. Pouvons nous croire un seul instant que le parlement n'en est pas au courant ?

L'Appareil judiciaire et les institutions chargées de lutter contre la corruption ont presque démissionné de leurs fonctions. Il ne peut pas en être autrement face à un gouvernement et un parlement décrits ci-dessus.

Bref, nous nous trouvons face à un gouvernement, un parlement et un appareil judiciaire démissionnaires dans un environnement politique, économique et social très critique.

Que ce soit au niveau politique, au niveau sécuritaire, au niveau économique et social, dans presque tous les secteurs de la vie nationale, **c'est la désolation, c'est la déception, c'est le désespoir !**

Face aux institutions paralysées et presque démissionnaires, face au renforcement et à la consolidation de cette organisation maffieuse dans les sphères de décisions de l'Etat, face à la dégradation des conditions de vie de notre peuple livré au chômage, à la pauvreté, à la faim et à la maladie, un peuple réduit à la mendicité chronique ; pour conjurer la menace de la guerre civile et éviter la déchéance morale dans notre chère patrie, il faut une combinaison d'actions énergiques pour arrêter cette descente aux enfers, corriger et redresser la situation, reprendre, poursuivre et parachever le processus inachevé de paix et de réconciliation au Burundi. Le gouvernement et le parlement en place sont incapables d'accomplir une telle mission.

Lutter contre ces pratiques de corruption ne sera pas du tout une tâche facile surtout que ces corrupteurs-corrompus sont au dessus de l'Etat et de la loi; surtout que les institutions de l'Etat ne fonctionnent plus. La question nous interpelle tous. Si nous avons un gouvernement engagé, cohérent et responsable, nous nous rangerions derrière lui. Mais eu égard au développement qui précède, nous nous devons de nous organiser nous-mêmes comme burundais épris de paix toutes catégories confondues : forces politiques, forces sociales et morales pour exiger la remise des milliards de francs burundais dans les caisses de l'Etat impérativement ; pour exiger le limogeage de ces membres du gouvernement et ces dignitaires qui se sont rendus coupables des divers crimes ci-dessus énumérés et de les traduire devant la justice. Tel est le seul salut du Burundi et du peuple burundais

Je vous remercie